

Carte militaire : Nicolas Sarkozy cherche à rassurer les élus de Moselle

Par Ségolène de Larquier

Le maire de Bitche Gérard Humbert a envisagé pendant un temps de rendre la Légion d'honneur de sa ville et sa Croix de guerre reçues respectivement en 1919 et 1949. © FREDERICK FLORIN / AFP

Une délégation de parlementaires et de maires de Moselle, le département le plus durement frappé par la réforme des armées, a été reçue mardi à l'Élysée par Nicolas Sarkozy. "Le chef de l'État a honoré au moins un de ses engagements puisqu'il avait promis, fin juillet, de nous rencontrer", se réjouit le maire de Bitche Gérard Humbert, joint par lepoint.fr. L'entretien, qui a duré près de 1 h 15, s'est également déroulé en présence du ministre de la Défense Hervé Morin et du secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire Hubert Falco.

Pour Nicolas Sarkozy, l'exercice était périlleux. Le chef de l'État a ainsi sorti plusieurs mesures de son chapeau pour désamorcer la colère des élus lorrains qui ont prévu de **manifester le 6 septembre dans les rues de Metz** pour obtenir un maximum de concessions de la part du gouvernement sur la réforme de la carte militaire. Et pour cause, **lors de sa visite à Bitche, les explication de Hubert Falco n'avaient pas convaincu**. Tout d'abord, des mesures de compensation ont été annoncées, comme le désenclavement routier du département ou la délocalisation de 1.500 emplois publics. "Le président s'est engagé à venir avant la fin de l'année en Moselle pour nous annoncer un certain nombre de mesures dont une délocalisation importante d'administratifs dans le domaine des statistiques nationales et sous d'autres formes (...), à hauteur de 1.500 personnes", a déclaré le maire socialiste de Metz, Dominique Gros. Ces délocalisations doivent notamment permettre la création d'un pôle statistique d'un millier d'emplois à Metz, précise-t-on du côté de l'Élysée. D'autre part, un comité interministériel d'aménagement du territoire spécialement consacré à la Moselle doit être mis en place "début janvier".

Bitche garde sa Légion d'honneur

Nicolas Sarkozy s'est aussi préoccupé des villes payant un lourd tribut à la restructuration des armées. Metz, qui va perdre six unités, va pouvoir miser sur son campus universitaire. L'université serait intégrée dans une "session de rattrapage" du plan Campus, explique le maire de la ville. Quant à Bitche, **qui perd le 57e régiment d'artillerie et son camp militaire**, elle pourrait récupérer un régiment franco-allemand. "C'est en cours de transaction avec l'Allemagne. Le chef de l'État souhaite faire venir en France deux régiments franco-allemands, l'un serait pour Metz, l'autre pour Bitche. Mais s'il n'y en a qu'un, c'est Bitche qui le récupérera", rapporte le maire de Bitche au point.fr.

Il semble que Nicolas Sarkozy ait donc réussi à convaincre ou du moins à donner un peu d'espoir aux élus de Moselle. "La prise de position du président de la République n'est pas négligeable (...) mais le cimetière des promesses non tenues est tellement grand en Lorraine que nous restons tous sur le qui-vive, quelle que soit notre couleur politique", souligne le maire de Metz, prudent. Quant à Gérard Humbert, il salue un président de la République "plus que compréhensif, connaissant bien son dossier". Le maire de Bitche a même renoncé à rendre la Légion d'honneur que Raymond Poincaré avait remise à la ville fortifiée en 1919 pour avoir résisté à un siège de 230 jours en 1870 contre l'armée prusse. "Nicolas Sarkozy a tenu sa première promesse, il n'y a pas de raison qu'il ne tienne pas les suivantes. Mais je suis comme saint Thomas, j'attends de voir", explique l' élu.